

Bonus logement : « Sortie de route... »



L'Avenir* - 10 nov. 2015
Page 4

* L'Avenir - Basse Sambre, L'Avenir - Brabant Wallon, L'Avenir/Le Jour Verviers, L'Avenir - Le Courrier de l'Escaut, L'Avenir - Huy-Waremme, L'Avenir/Le Courrier, L'Avenir - Luxembourg, L'Avenir - Namur, L'Avenir - entre Sambre et Meuse

RÉGION WALLONNE Écolo se dit fort déçu de la réforme du bonus logement wallon. Les «Verts» ont chiffré certains cas: «Dans les faits, les principes d'équité explosent.» Pascale SERRET «C' est une cruelle déception », commente Stéphane Hazée. Le chef de groupe Écolo au Parlement wallon se base sur la ...

RÉGION WALLONNE

Écolo se dit fort déçu de la réforme du bonus logement wallon. Les «Verts» ont chiffré certains cas: «Dans les faits, les principes d'équité explosent.»

Pascale SERRET

«C' est une cruelle déception », commente Stéphane Hazée. Le chef de groupe Écolo au Parlement wallon se base sur la communication du gouvernement wallon sur la réforme du bonus logement (remplacé par un crédit d'impôt progressif, le chèque habitat, en janvier prochain). « Ce n'est pas une réforme qu'on fait tous les trois ans: les acteurs du secteur ont besoin de stabilité. Mais on a loupé le coche », regrette le député de l'opposition. Qui s'explique.

1. D'abord les fleurs... Ce n'est pas tant que Stéphane Hazée va regretter le bonus logement. « Ne rien faire serait pire. Il coûte très cher (encore 850 millions€ en 2015), il crée un effet d'aubaine et, au bout du compte, les mieux nantis captent la moitié de l'enveloppe », dit-il. Donc, je partage. Tout comme le fait, évidemment, de calculer l'aide sur base du revenu. Et aussi de mieux tenir compte des enfants dans le mécanisme. »

2. Et puis le pot Mais les calculs réalisés par Stéphane Hazée sur base de cas concrets (lire ci-contre) ne révèlent pas les mêmes conclusions que celles communiquées par le gouvernement wallon. « J'ai évidemment repris les barèmes donnés par le gouvernement », précise le député wallon Écolo. « Et au moment de fixer ces chiffres, on constate qu'on s'éloigne des principes prometteurs de meilleure équité: c'est limité, incohérent et parfois totalement inéquitable et donc à l'inverse des principes annoncés de progressivité. Une vraie sortie de route... »

3. Le malentendu Le gouvernement, enthousiaste, annonce que 96% des ménages wallons pourront bénéficier de cette réforme. « Je ne dis pas que le gouvernement ment. Mais c'est quand même une information tronquée. Un malentendu », soutient Stéphane Hazée. Il prend l'exemple des Wallons qui font fiscalement partie du premier décile de revenus: « Ce n'est pas qu'ils n'auront pas envie d'acheter ou de construire leur maison. Mais ils n'auront tout simplement pas accès au crédit hypothécaire. Face aux banques qui ont rehaussé leur niveau d'exigence... C'est là que se situe l'écart entre les bénéficiaires potentiels et les bénéficiaires réels... La mesure ne va pas au bout de ses ambitions .»

4. Le bonus, toujours le bonus... Le bonus logement coûte donc toujours, en 2015, 850 millions. « Cette politique de soutien à l'acquisition de logement prend à elle seule plus de trois fois le budget accordé aux autres politiques d'impulsion (un peu plus de 250 millions€) en faveur d'un logement décent: les agences immobilières sociales, le logement public les prêts hypothécaires sociaux ...» Stéphane Hazée évoque une réforme cloisonnée, « limitée au seul bonus logement, au public qui peut accéder au crédit hypothécaire, une réforme de communicateurs », regrette le député de l'opposition. Notons au passage que le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté a la même démarche, saluant l'idée du chèque habitat (« un pas en avant ») mais attendant aussi avec impatience qu'on s'occupe des locataires: « à quand une régulation et une allocation loyer? »

5. Et on «s'étale» toujours Au final, et en attendant de voir si des amendements ne pourraient pas changer la donne lors du vote au Parlement, Stéphane Hazée considère qu'on avait là une opportunité d'avoir une vue d'ensemble et de voir comment intégrer les moyens consacrés au bonus logement pour que chacun soit mieux logé. « Sans oublier que l'aspect environnemental a été totalement mis de côté: on va continuer à construire dans une logique d'étalement urbain », note-t-il encore.